

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 13 Mai 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS France - Usine Torcé 1**

286 rue du Chalonge  
Zone d'activités du Haut-Montigné  
35370 Torcé

Références : UD35/2025-159

Code AIOT : 0005501558

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS France - Usine Torcé 1 implanté 286 rue du Chalonge Zone d'activités du Haut-Montigné 35370 Torcé.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS France - Usine Torcé 1
- 286 rue du Chalonge Zone d'activités du Haut-Montigné 35370 Torcé
- Code AIOT : 0005501558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Vandemoortele exploite sur le site de Torcé (site n°1) une installation de fabrication de viennoiseries crues surgelées.

Le site comprend également une station de traitement des effluents aqueux qui reçoit également les effluents d'une partie des sociétés se trouvant dans la zone d'activité du Haut-Montigné.

**Contexte de l'inspection :** Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :** Eau de surface (rejets) et défense contre l'incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Rejets aqueux - Amont STEP VLE	AP Complémentaire du 20/06/2005, article 4.4.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Raccordement des industriels à la STEP - conventions	Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.4.3 (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/03/1992, article 10.6	Demande d'action corrective,	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejet au milieu naturel - surveillance accrue suite à incident	AP Complémentaire du 03/11/2023, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Rejets aqueux de la station - suites données à l'APMD du 08/06/2024	Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.2.2 (extrait)	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Rejets aqueux : sortie du site Torcé 1	AP Complémentaire du 03/11/2023, article 2	/	Sans objet
4	Rejets aqueux : amont STEP Fréquence des analyses	AP Complémentaire du 03/11/2023, article 3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'analyse des rejets de la STEP depuis juillet 2024 permet aujourd'hui de proposer la levée de l'arrêté de mise en demeure pris à l'encontre de la société VANDEMOORTELE le 8 juin 2024 à ce sujet.

L'Inspection note cependant que les flux arrivant à la station, en provenance des sites exploités par VANDEMOORTELE mais également d'autres contributeurs de la zone d'activité, présentent de nombreuses non-conformités tant en quantité qu'en qualité : la maîtrise de ces flux entrants n'est aujourd'hui pas assurée, ce qui fragilise le bon fonctionnement de l'ouvrage. Un nouveau projet d'arrêté de mise en demeure est donc proposé afin de régulariser cette situation.

L'inspection a également noté au cours de sa visite que le suivi de la maintenance des équipements concourant à la sécurité incendie devait être amélioré (installations électriques, extincteurs, poteaux incendie, RIA, désenfumage, portes coupe-feu) : un plan d'actions est donc attendu pour résorber les observations faites.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet au milieu naturel - surveillance accrue suite à incident

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/11/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li><li>•</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les prescriptions de l'article 4.4.6 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2005 sont complétées comme suit :</p> <p>A compter du 4 décembre 2023, les eaux résiduaires rejetées doivent respecter les valeurs limites d'émissions suivantes :</p> <p>pH compris entre 5,5 et 8,5   DCO : 80 mg/l   DBO5 : 25 mg/l   MES : 30 mg/l</p> <p>Azote global : 7 mg/l   Phosphore total : 1.5 mg/l</p> <p>Les prescriptions de l'article 4.4.7 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2005 sont complétées comme suit :</p> <p>A compter du 4 décembre 2023, le programme d'autosurveillance des rejets des eaux résiduaires industrielles est réalisé dans les conditions suivantes, en amont et en aval de la station d'épuration :</p> <p>Débit : surveillance en continu   pH : surveillance journalière   DCO : surveillance journalière</p> <p>DBO5 : surveillance mensuelle   MES : surveillance journalière</p> <p>Azote global : surveillance journalière   P total : surveillance journalière</p> <p>Chlorures : surveillance mensuelle</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite à l'incident survenu courant février /mars 2024 et ayant conduit à des dépassements de la valeur maximale autorisée pour le paramètre Azote dans les eaux rejetées par la station d'épuration, l'inspection avait demandé au cours d'une visite réactive réalisée le 18 mars 2024 à la société VANDEMOORTELE :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de se doter des équipements nécessaires à la réalisation d'analyses internes rapides (paramètres pH, DCO, Pt et N global) lui permettant une bonne réactivité en cas de dépassement des valeurs réglementées,</li><li>- de transmettre l'ensemble des résultats d'analyses effectuées au cours de la période considérée (février / mars),</li><li>- de procéder à une surveillance accrue de la station pendant une durée de deux mois minimum : un bilan hebdomadaire des analyses réalisées devait être transmis à l'inspection au cours de cette période.</li></ul> <p>L'ensemble des résultats d'analyses a été correctement transmis à l'inspection, de même que les bilans hebdomadaires jusqu'à la stabilisation des résultats et un retour à la normale.</p>

Un nouveau dépassement constaté dans les analyses réalisées le 25 juin (paramètre azote) a néanmoins été identifié peu après, cependant la réactivité dans la mise en œuvre du confinement des eaux dans la lagune dédiée à cet usage a permis d'éviter un rejet au milieu naturel et un retour à la normale dès le 27 juin 2024.

Le site dispose par ailleurs désormais de son propre matériel d'auto-contrôle pour réaliser des analyses rapides des paramètres DCO, pH, Pt et Azote global.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Rejets aqueux de la station - suites données à l'APMD du 08/06/2024**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.2.2 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Indisponibilité de la station
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 9 juillet 2024</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être adaptés et entretenus régulièrement. En particulier, les systèmes d'aération du bassin seront soit des turbines lentes soit des injecteurs d'air.</p> <p>La station d'épuration doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, et d'éléments d'équipement utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement et lutter contre un sinistre éventuel (incendie, rejets toxiques dans le milieu naturel, etc.)</p> <p>La station d'épuration doit être conçue, exploitée et entretenue de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elle ne peut assurer pleinement sa fonction, notamment en cas de défaillance ou d'arrêt pour entretien de l'un des éléments du système.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dépassements de la valeur limite de rejet en azote survenus au cours des mois de février/mars 2024 et fin juin de cette même année ont conduit l'inspection à demander à ce que la société VANDEMOORTELE soit mise en demeure de régulariser la situation de sa station d'épuration interne afin que les rejets effectués répondent en permanence aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables.</p> <p>L'exploitant indique en particulier dans sa réponse que sa lagune de stockage a été agrandie en 2023 (volume disponible de 855 m3) afin de stocker d'éventuels effluents non conformes si de nouveaux dysfonctionnements survenaient.</p> <p>Il dispose également de 2 bassins tampons sur ce même site (volume total 75 m3) et d'un autre bassin de 90 m3 sur son site de Torcé 3 tout proche.</p> <p>Le cas échéant, d'autres solutions, telle que le traitement des eaux polluées en tant que déchets sera également être envisagé par l'exploitant.</p> <p>L'arrêté de mise en demeure a été signé le 8 juin 2024 et est arrivé à échéance un mois plus tard.</p>

Depuis le mois de juillet 2024, l'Inspection a constaté des résultats en sortie de station globalement conformes pour l'ensemble des paramètres mesurés sauf pour le volume rejeté, souvent supérieur à celui autorisé par l'arrêté du 20 juin 2005 qui varie selon les périodes de l'année (faible volume autorisé au cours des mois d'étiage du ruisseau).

Selon l'analyse faite par l'exploitant, ce dépassement de volume en sortie est lié à des arrivées d'eau mal maîtrisées en entrée de STEP : intempéries en janvier/février 2025 ou rejets excessifs par d'autres contributeurs de la zone d'activité (notamment en février 2025).

Courant novembre, l'Inspection a été avertie d'une hausse importante du paramètre azote global (analyses du 18/11/2024), en lien avec l'arrivée à la STEP d'effluents anormalement chargés en provenance du site de Torcé 3.

La vanne d'arrêt de la lagune associée à la station a été actionnée pour empêcher tout rejet dans le milieu naturel. Le nettoyage du bassin de pré-traitement du site de Torcé 3 a permis un retour à la normale de la qualité des effluents en sortie de STEP dès le 19 novembre.

L'incident a fait l'objet d'un rapport d'incident selon la fiche BARPI adaptée.

**> Ainsi, si des anomalies persistent, en lien avec des difficultés à mieux caractériser l'ensemble des effluents qui arrivent en entrée de STEP de la part des différents contributeurs de la zone d'activité, la réactivité dans le traitement des anomalies (coupure du rejet, actionnement de la vanne d'arrêt, stockage des effluents, recherche des causes) a permis d'éviter de nouveaux dépassements des valeurs autorisées par l'arrêté complémentaire du 3 novembre 2023 pour les eaux rejetées au milieu.**

**L'inspection propose en conséquence de lever l'arrêté de mise en demeure du 8 juin 2024.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure



**N° 3 : Rejets aqueux : sortie du site Torcé 1****Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 03/11/2023, article 2**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyses des rejets - amont station / sortie T1**Prescription contrôlée :**

A compter du 4 décembre 2023, le programme d'autosurveillance des rejets des eaux résiduaires industrielles et sanitaires du site de Torcé 1 est réalisé avant rejet dans le réseau de collecte dans les conditions suivantes :

Paramètres	Surveillance - fréquence
Débit	en continu
pH	semestrielle
DCO	hebdomadaire
DBO5	mensuelle
MES	hebdomadaire
Azote global	hebdomadaire
Phosphore total	hebdomadaire
Chlorures	mensuelle

Valeurs limites d'émissions des rejets industriels en provenance de Torcé 1 en amont de la station d'épuration du Haut-Montigné : A compter du 4 décembre 2023, les eaux résiduaires rejetées doivent respecter les valeurs limites d'émissions suivantes :

Paramètres	VLE en mg/l
Débit	/
pH	entre 5,5 et 8,5
DCO	8500
DBO5	4250
MES	2500
Azote global	200

Phosphore total	20
Chlorures	/

#### Constats :

Les effluents produits par le site de Torcé 1 sont traités dans la STEP et analysés en amont de leur rejet dans cet ouvrage.

L'examen des résultats d'analyses réalisées sur ces effluents au cours de l'année 2024 montrent que :

- hormis deux valeurs de pH anormalement basses en tout début d'année (4,15 pour la plus basse en janvier 2024) les résultats d'analyses sont conformes aux valeurs fixées par l'arrêté. Le problème a été réglé depuis, le pH est conforme à compter du mois de mars 2024.
- l'Inspection note ponctuellement un dépassement en phosphore en novembre 2024, mais inférieur à 2 fois la valeur limite autorisée, en lien avec des nettoyages plus nombreux opérés au sein du site.

Ces analyses tendent à montrer que les problèmes rencontrés en sortie de la STEP (dépassements ayant conduit aux incidents de mars et juin 2024) ne sont pas liés aux effluents apportés par le site de Torcé 1 lui-même.

Le cadre GIDAF a par ailleurs été actualisé en août 2024 pour intégrer les valeurs et fréquences fixées par l'arrêté complémentaire du 3 novembre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Rejets aqueux : amont STEP Fréquence des analyses**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/11/2023, article 3																			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Périodicité des analyses en amont de la STEP																			
<b>Prescription contrôlée :</b>  A compter du 4 décembre 2023, le programme d'autosurveillance des rejets des eaux résiduaires industrielles est réalisé dans les conditions suivantes en amont et en aval de la station d'épuration :																			
<table><tr><th>Paramètres</th><th>Fréquence de surveillance</th></tr><tr><td>Débit</td><td>En continu</td></tr><tr><td>pH</td><td>journalière</td></tr><tr><td>DCO</td><td>journalière</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>mensuelle</td></tr><tr><td>MES</td><td>journalière</td></tr><tr><td>Azote global</td><td>journalière</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>journalière</td></tr><tr><td>Chlorures</td><td>mensuelle</td></tr></table>	Paramètres	Fréquence de surveillance	Débit	En continu	pH	journalière	DCO	journalière	DBO5	mensuelle	MES	journalière	Azote global	journalière	Phosphore total	journalière	Chlorures	mensuelle	
Paramètres	Fréquence de surveillance																		
Débit	En continu																		
pH	journalière																		
DCO	journalière																		
DBO5	mensuelle																		
MES	journalière																		
Azote global	journalière																		
Phosphore total	journalière																		
Chlorures	mensuelle																		
<b>Constats :</b>  <i>La question du respect de la périodicité des analyses à réaliser en aval de la station (rejet au milieu naturel) est traitée au constat n° 3. Les valeurs limites à respecter en amont de la station (après rejet de l'ensemble des contributeurs, dont font partie les trois sites VANDEMOORTELE) sont quant à elles réglementées à l'article 4.4.4 de l'arrêté préfectoral du site de Torcé 1 daté du 20 juin 2005 (voir constat suivant).</i>  Il est donc question dans le présent constat du respect de la fréquence d'analyses applicable aux effluents entrants dans la STEP et comprenant l'ensemble des contributeurs de la zone d'activité (y compris les trois sites de la société VANDEMOORTELE).  Le cadre GIDAF a été modifié en août 2024 pour intégrer les nouvelles périodicités réglementaires issues des exigences de la Directive IED : elles sont aujourd'hui réglementées par l'arrêté du 3 novembre 2023.  Ainsi, depuis le mois d'août 2024, l'inspection note que les périodicités réglementaires pour la réalisation des analyses en question est respectée																			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																			

## N° 5 : Rejets aqueux - Amont STEP VLE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/06/2005, article 4.4.4	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE à respecter en amont de la STEP	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Fonctionnement de la station d'épuration :	
La station d'épuration est dimensionnée pour traiter une charge de pollution journalière de : Débit journalier maximal : 143 m <sup>3</sup> / j	
Paramètres	Flux entrant maximal (kg/j)
DBO5	315
DCO	629
MES	230
N Kjeldahl	18
P total	2,15
<b>Constats :</b>	
Les résultats des analyses effectuées en 2024 ont été examinés et appellent de la part de l'inspection les observations suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"><li>le volume d'effluents entrants fixé à 143 m<sup>3</sup> est systématiquement dépassé, allant jusqu'à 355 m<sup>3</sup> en mai 2024,</li><li>des dépassements importants des flux massiques entrants autorisés sont constatés en février 2024 pour les paramètres MES, DCO et azote (&gt; à 2 fois la valeur limite fixée), expliquant l'incident survenu à la même époque sur les rejets de la station,</li><li>des dépassements récurrents sont constatés pour les paramètres MES, DCO, Azote et Phosphore tout au long de l'année sans pour autant dépasser 2 fois la VLE autorisée.</li></ul>	
Cet examen tend à conclure que les flux entrants dans la station sont mal maîtrisés tant en quantité qu'en qualité : la station n'est pas prévue pour traiter le volume d'effluents qui lui arrivent et la charge amont n'est pas maîtrisée.	
Dans un premier temps, il est nécessaire que l'exploitant démontre que cette surcharge n'est pas liée aux effluents en provenance de ses propres sites situés au sein de la zone d'activité : on a déjà vu qu'à priori les effluents issus de Torcé 1 n'en sont pas à l'origine. La démonstration doit être faite pour Torcé 2 et Torcé 3.	
Dans un second temps, le travail avec les autres contributeurs extérieurs doit être poursuivi (voir constat suivant)	

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>&gt; La société <b>VANDEMOORTELE</b> doit transmettre à l'Inspection, sur la base des résultats de l'autosurveillance des sites de Torcé 2 et Torcé 3, une démonstration permettant d'établir si les dépassements constatés en 2024 en entrée de la station de traitement sont la conséquence des effluents provenant de ces deux sites.</p> <p>Par ailleurs, au regard des constats dressés au cours de la présente visite, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions réglementaires visées ci-dessus concernant les flux admis en station.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Raccordement des industriels à la STEP - conventions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.4.3 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autorisation de raccordement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une autorisation de raccordement est délivrée par la société PANAVI [VANDEMOORTELE] à qui appartient la station d'épuration faisant l'objet de la présente autorisation, pour chaque raccordement d'eaux résiduaires industrielles traitées par la station d'épuration faisant l'objet de la présente autorisation. Cette autorisation précise les rapports entre chaque exploitant raccordé et la société PANAVI [VANDEMOORTELE].</p> <p>Ces documents, ainsi que leurs modifications, sont transmis à l'inspecteur des installations classées et mis à disposition du service chargé de la police de l'eau.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les effluents admis en station proviennent pour partie d'autres établissements que ceux exploités par la société VANDEMOORTELE au sein de la zone d'activité.</p> <p>Un premier état des lieux a été dressé pour identifier tous les contributeurs, la nature des effluents admis (industriels, domestiques) et la présence ou non de conventions entre la station et ces derniers.</p> <p>Certaines conventions n'ont pu être retrouvées. Pour l'ensemble des contributeurs, ces conventions doivent être remises à plat car certaines sont anciennes, aujourd'hui inadaptées ou imprécises.</p> <p>La société VANDEMOORTELE s'est engagée à revoir les conditions d'admission des effluents à la STEP afin de mieux caractériser les effluents à traiter.</p> <p>Le travail a été engagé avec VITRE Communauté qui gère le réseau d'acheminement des effluents. Celle-ci a d'ores et déjà réalisé la quasi-totalité des audits des différentes sociétés raccordées à la STEP (12 audits réalisés sur les 123 sites identifiés).</p> <p>Un premier point d'étape a été réalisé lors d'une réunion avec l'ensemble des acteurs concernés en octobre 2024.</p> <p>Un projet de convention "type" a été communiqué à l'inspection : il n'appelle à ce stade aucun commentaire de la part de l'inspection. Elle a été présentée aux différentes parties à la fin du mois de février 2025.</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**> La société VANDEMOORTELE doit poursuivre le travail engagé avec les différents acteurs pour établir, avec chaque contributeur acheminant ses effluents à la STEP et en lien avec Vitré Communauté, une convention tripartite adaptée lui permettant de maîtriser la nature et la quantité d'effluents entrant en station.**

**> Un point d'étape décrivant l'état d'avancement de ces démarches sera dressé et transmis à l'Inspection avant le 30 juin 2025.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais : 3 mois**

**N° 7 : Prévention du risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques devront être conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risque d'incendie ou d'explosion (arrêté du 31 mars 1980). Elles seront entretenues en bon état et contrôlées au moins une fois par an par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé en avril 2024.  Il a été complété en octobre 2024 par un contrôle thermographique : les remarques faites dans le rapport établi suite à ce dernier contrôle ont, selon l'engagement de l'exploitant, été soldées dans leur totalité.  En revanche, le contrôle électrique lui-même fait état d'observations (dont certaines récurrentes) qui n'ont pas toutes été traitées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'Inspection demande à ce qu'un plan d'actions soit établi afin de résorber les observations faites lors du contrôle réalisé en 2024.  Le prochain contrôle doit intervenir avant le mois de mai 2025 pour respecter la périodicité attendue : le rapport qui sera établi suite à ce contrôle devra alors être transmis à l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



## N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1992, article 10.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement est pourvu sous la responsabilité de l'exploitant en accord avec le service départemental de secours et de lutte contre l'incendie des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.</p> <p>Ces moyens comporteront au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 3 poteaux incendie normalisés;</li><li>- une centrale sprinkler permettant une distribution sous pression de l'eau dans l'ensemble de l'usine pendant une heure et trente minutes (à l'exception des stockages de produits frais et des stockages en froid négatif) ;</li><li>- un réseau d'extincteurs,</li><li>- une réserve en eau de 200 m3.</li></ul> <p>Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en oeuvre des moyens par les sapeurs pompiers. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'arrêté datant de 1992 prévoit quant à lui :</p> <p>- <u>la présence de trois poteaux incendie normalisés</u> : l'Inspection a pu constater que ces 3 poteaux étaient bien présents à l'intérieur du périmètre autorisé. Un 4<sup>ème</sup> se trouve devant l'entrée du site, sur la voie publique. L'évaluation demandée précédemment devra, entre autres, déterminer si la distance de ces poteaux aux installations à défendre répond aux exigences réglementaires. Un contrôle a été effectué le 21/03/2025 sur les poteaux internes.</p> <p><b>&gt; Le compte-rendu établi devra être transmis à l'Inspection.</b></p> <p>La visite a également permis d'établir que l'un des poteaux était inaccessible compte-tenu de la présence d'une benne et d'un stockage temporaire de GRV vides à proximité immédiate. La voie engins située au sud est par ailleurs entravée par un container installé temporairement pour la réalisation de travaux. Il a cependant été remédié à ces entraves dans les jours qui ont suivi la visite.</p> <p><b>&gt; L'inspection invite donc l'exploitant à davantage de vigilance quant au respect des règles d'accessibilité des secours. Un marquage au sol des zones devant être maintenues libres pourra par exemple permettre de mieux les matérialiser.</b></p> <p>- <u>un réseau d'extincteurs</u> : ceux-ci ont été contrôlés pour la dernière fois le 13/06/2024, dans le respect de la périodicité autorisée : un devis a été établi pour la mise en conformité de certains d'entre eux.</p> <p><b>&gt; L'inspection demande à être informée de la bonne exécution des travaux en question.</b></p> <p>- <u>une centrale de sprinklage</u> : la détection a été contrôlée en novembre 2024 et le sprinklage en février 2025 (rapport non parvenu) :</p> <p><b>&gt; les observations faites doivent faire l'objet d'un plan d'actions dans les deux cas justifiant des actions correctives réalisées.</b></p>

- réserve d'eau de 200 m3 : une réserve est implantée au sein de la zone d'activité selon les éléments transmis par l'exploitant (non vue lors de la visite d'inspection).

> **S'il est confirmé que cette réserve doit être intégrée dans les besoins en eau requis, les modalités d'accès à cette réserve devront être précisées, en lien avec son gestionnaire.**

Le site est également équipé de RIA (dernier contrôle le 18/06/2024), de portes coupe-feu et de désenfumage (dernier contrôle le 12/06/2024) :

> **là encore, un bilan des actions menées pour résorber les non-conformités identifiées lors de ces contrôles devra être établi et transmis à l'inspection.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

> **Compte-tenu des modifications intervenues dans le classement du site (modification de nomenclature) et de l'intégration de la STEP dans les installations classées via l'arrêté complémentaire du 20/06/2005, une ré-évaluation des besoins en eau et du matériel exigible pour la défense incendie au regard de la réglementation aujourd'hui applicable semble nécessaire (application de la D9 nécessaire ou pas).**

> **La société VANDEMOORTELE explicitera par ailleurs comment elle suit les observations et actions correctives mises en oeuvre suite aux différents contrôles réglementaires effectués.**

> **Un plan d'action sera établi et transmis à l'inspection pour définir les actions réalisées ou prévues afin de résorber celles identifiées lors des derniers contrôles :**

- des poteaux incendie,
- des extincteurs,
- des RIA,
- des portes coupe-feu,
- du désenfumage,
- du système de détection /extinction automatique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois